

METZ

Un rassemblement contre le Service national universel

Une vingtaine de militants pacifistes se sont rassemblés près de la gare de Metz, ce jeudi 11 novembre, jour anniversaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale, afin de demander l'abrogation du Service national universel et la réhabilitation des Poilus fusillés pour l'exemple.

Maudite soit la guerre. » La banderole, déployée ce 11 novembre par les opposants au Service national universel (SNU), était sans équivoque. Le collectif, qui fédère l'association La Libre Pensée, la Confédération nationale du travail, la Fédération Anarchiste et plusieurs syndicats enseignants, s'est donné rendez-vous au passage Adrienne-Thomas, près de la gare de Metz, autour d'une soupe populaire.

« Nous voulons l'abrogation du SNU, nous luttons contre l'embrigadement de notre jeunesse », s'exclame José Arias.

Refuser la militarisation

Le programme, destiné aux jeunes filles et garçons de 15 à 17 ans, vise « à impliquer davantage la jeunesse dans la vie de la Nation, promouvoir la notion d'engagement et favoriser un sentiment d'unité natio-



Une soupe populaire était organisée par le collectif « Non au SNU 57 ». Photo RL/Karim SIARI

nale autour de valeurs communes », selon le gouvernement.

Aujourd'hui basé sur le volontariat, il devrait devenir obligatoire en 2023. Il comporte notamment un séjour de cohésion de deux semaines, dont les journées débutent par une cérémonie de lever des couleurs au son de *La Marseillaise*.

« Nous refusons le renforcement de la militarisation de la société », indique José Arias.

Réhabiliter les fusillés pour l'exemple

Le militant illustre son discours en évoquant les dégâts causés par les différentes guerres dans la région, et prône une résolution des conflits par le dialogue et non par les armes. Le collectif « Non au SNU » entend également que soient réhabilités les soldats fusillés pour l'exemple lors de la Première Guerre mondiale. Une proposition de loi a été dépo-

sée en ce sens le 10 novembre 2021 par la France Insoumise, afin que les noms de ses morts figurent sur les monuments. « Nous allons rencontrer les députés mosellans de tous partis pour parler de ce sujet. » Plus de 600 soldats français ont été exécutés pour désobéissance ou mutilation volontaire lors de la Première Guerre mondiale.